



KPMG SA
6 rue Paul Verlaine
BP 67025
21070 Dijon

OGEC Saint Charles Borromée

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024
OGEC Saint Charles Borromée
3 Rue du Général Giraud - 71100 CHALON SUR SAONE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
6 rue Paul Verlaine
BP 67025
21070 Dijon

OGEC Saint Charles Borromée

3 Rue du Général Giraud - 71100 CHALON SUR SAONE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'assemblée générale de l'association OGEC Saint Charles Borromée,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC Saint Charles Borromée relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes



auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie



significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dijon, le 14 février 2025

KPMG SA

Samuel
Brunneval

Signature numérique
de Samuel Brunneval
Date : 2025.02.14
11:46:16 +01'00'

Samuel Brunneval

Associé

BILAN ACTIF				
OGEC SAINT CHARLES BORROMEE CHALON SUR SAONE				
Nomenclature 2020 & PCG				
ACTIF	EXERCICE N (selon ANC 2018-06)			EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-
	- Donations temporaires d'usufruit	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, ...	-	-	-
	- Autres Immobilisations Incorporelles	150 074	136 712	13 362
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	150 074	136 712	13 362
IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains	733 411	466 616	266 795
	- Constructions	19 353 038	15 900 086	3 452 952
	- Installations techniques, matériel et outillage	4 137 705	2 528 237	1 609 466
	- Amélioration des sols et des réflex	-	-	-
	- Autres Immobilisations Corporelles	1 375 951	1 356 192	19 759
	- Immobilisations corporelles en cours	419 541	-	419 541
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	33 921	-	33 921
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	26 053 567	20 251 131	5 802 436
IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations et créances rattachées	41 916	-	41 916
	- Autres titres immobilisés	220 485	-	220 485
	- Prêts	144 285	-	144 285
	- Autres Immobilisations financières	270	-	270
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	406 955	-	406 955
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	26 610 596	20 387 844	6 222 753
STOCKS ET EN-COURS				
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	-	-	-
	CREANCES :			
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	225 197	117 610	107 587
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-
	- Personnel et organismes sociaux	77	-	77
	- Etats et autres collectivités publiques	115 427	-	115 427
	- Autres	6 257	-	6 257
	TOTAL CREANCES	346 958	117 610	229 348
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	0,00	-	-
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
	DISPONIBILITES	5 621 435	-	5 621 435
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	75 465	-	75 465
	TOTAL ACTIF CIRCULANT	6 043 859	117 610	5 926 249
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS	-	-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF	32 654 455	20 505 453	12 149 001

BILAN PASSIF			
OGEC SAINT CHARLES BORROMEE CHALON SUR SAONE			
Nomenclature 2020 & PCG			
PASSIF	EXERCICE N (selon ANC 2018-06)		EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES			
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	1 532 990	1 532 990
	Fonds propres complémentaires	195 866	195 866
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	1 728 856	1 728 856
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES			
	Réserves statutaires ou provisions		
	Réserves pour projet de l'exerct	1 356 321	1 356 321
	Autres réserves	4 110 203	3 029 116
	TOTAL RESERVES	1 179 542	1 081 086
	REPORT A NOUVEAU		
	RESULTAT DE L'EXERCICE		
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	8 374 933	7 195 380
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	746 180	795 057
PROVISION REGLEMENTEES			
	TOTAL FONDS PROPRI	(I)	9 121 085
FONDS REPORTEES E DEBES			
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONS REPORTEES ET DEBES	(II)	-
PROVISIONS			
	Provisions pour risques	179 221	194 377
	Provisions pour charges	308 505	269 469
	TOTAL PROVISIONS	(III)	487 726
DETTES			
	Emprunts obligataires et assimilés titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	718 652	1 085 566
	Emprunts et dettes financières diverses	300	7 648
	Avances et acomptes reçus	49 259	20 643
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	898 192	319 155
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	316 096	287 099
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
	Autres dettes	258 356	247 999
INSTRUMENTS DE TRESORERIE			
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	299 336	331 703
	TOTAL DETTES	(IV)	2 540 193
	Écart de conversion passif	(V)	-
	TOTAL DU PASSIF	(I + II + III + IV+V)	12 149 001

COMPTE DE RESULTAT
OGEC SAINT CHARLES BORROMEE CHALON SUR SAONE

01/09/2023 - 31/08/2024 01/09/2022 - 31/08/2023
Nomenclature 2020 & PCG Nomenclature 2020 & PCG

	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	100 805	0
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	4 163 631	3 800 126
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée et autoconsommée	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 281 562	3 111 910
Vers: Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ress Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	151 420	173 155
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	124 600	136 712
TOTAL I	7 822 018	7 221 903
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	82 027	14 139
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	2 652 269	2 562 588
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	266 444	251 729
Salaires et traitements	2 028 323	1 954 969
Charges sociales	801 085	731 463
Dotations aux amortissements des immobilisations	783 307	770 674
Dotations aux provisions	124 709	62 974
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	17 005	23 489
TOTAL II	6 755 169	6 372 024
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	1 066 848	849 878
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	121 016	46 850
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	121 016	46 850
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	20 586	30 079
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	20 586	30 079
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	100 430	16 771
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	1 167 278	866 649
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	35 505	211 954
Sur opérations en capital	133 845	105 846
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert	0	0
TOTAL V	169 350	317 801
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	120 295	92 934
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	7 726	0
TOTAL VI	128 021	92 934
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	41 328	224 867
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	29 064	10 430
Total des produits (I + III + V)	8 112 383	7 586 553
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	6 932 841	6 505 467
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	1 179 542	1 081 086
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	832 944	776 841
Bénévolat	0	0
TOTAL	832 944	776 841
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	832 944	776 841
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	832 944	776 841

ANNEXE AUX COMPTES

**OGEC SAINT CHARLES
BORROMEE**

Exercice

1^{er} septembre 2023 – 31 Août 2024

SOMMAIRE

I.	Informations générales	3
A.	Identification de l'OGEC SAINT CHARLES BORROMÉE - 3 rue Général Giraud – 71100 Chalon-sur-Saône	3
B.	Faits marquants de l'année.....	3
C.	Événements postérieurs à la clôture de l'exercice :	3
D.	Les principaux mouvements de personnel sur l'exercice	3
II.	Principes, règles et méthodes comptables.....	4
A.	Durée et dates d'exercice comptable	4
E.	Référentiel comptable et changements comptables	4
F.	Dérogations aux principes et méthodes comptables	4
III.	Notes sur le bilan	5
A.	Immobilisations incorporelles et corporelles.....	5
1.	Immobilisations	5
2.	Amortissements.....	5
B.	Dépréciations d'éléments d'actif	6
C.	Echéance des créances et des dettes.....	7
D.	Évaluation des valeurs mobilières de placement.....	8
E.	Fonds propres	8
F.	Subventions d'investissement	8
G.	Provisions.....	9
H.	Fonds dédiés	9
I.	Passifs éventuels	9
IV.	Notes sur le compte de résultat	10
A.	Ventilation du chiffre d'affaires	10
B.	Effectif employé pendant l'exercice	11
C.	Rémunération des dirigeants.....	11
D.	Honoraires des commissaires aux comptes.....	12
E.	Rattachement des charges et des produits à l'exercice.....	12
F.	Charges et produits exceptionnels.....	12
V.	Autres informations	12
A.	Engagements financiers donnés et reçus	12
B.	Engagements pris en matière de crédit-bail	12
C.	Contributions volontaires en nature.....	13
1.	Équivalent loyer	13
2.	Bénévolat.....	13
VI.	Bilan actif passif.....	14
VII.	Compte de résultat	16

Annexe aux Comptes 2023-2024

I. Informations générales

A. Identification de l'OGEC SAINT CHARLES BORROMÉE - 3 rue Général Giraud – 71100 Chalon-sur-Saône

L'OGEC SAINT CHARLES BORROMÉE est un établissement scolaire privé sous contrat qui accueille environ 2 682 élèves, de la maternelle au BTS, sur 4 sites chalonnais.

- Ecole, collège, lycée professionnel, CFP, CFA - 3 rue Giraud Le Devoir	1 265 élèves
- Ecole La Colombière et collège St Dominique 20 Avenue de paris	857 élèves
- Lycée général et BTS 48 rue du pont de fer	432 élèves
- Section esthétique, bâtiment Médecis	128 élèves

L'internat, ouvert aux étudiants, lycéens et collégiens de l'Ensemble Saint Charles, se situe 15 rue Leschenault de la Tour à Chalon (~ 90 élèves en 2023 2024)

B. Faits marquants de l'année

- Ouverture d'un CFA à la rentrée 2023 – 2024, avec une section de formation dispensant le titre RNCP CACMO, niveau Bac + 3.
- A compter du 01/05/2024, mise en place d'un bail locatif de 24 000 € annuel entre l'AEP Le Devoir et l'OGEC SAINT CHARLES BORROMÉE suite à l'achat, par l'AEP Le Devoir, de la Maison dite « Maison des sœurs », sise au 9, rue du Général GIRAUD, à Chalon-sur-Saône.

C. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice :

Pas d'évènement significatif.

D. Les principaux mouvements de personnel sur l'exercice

Départs

Madame	, Personnel de Surveillance.
Monsieur	Chef de Chœur (proposition de CDI non acceptée).
Madame	, Personnel de Surveillance (départ en retraite).
Madame	Aide Documentaliste (départ en retraite).

Madame , Aide Maternelle (décès)
Madame Chargée d'Accueil.

Arrivées en CDI

Madame Aide-Maternelle.
Madame Personnel de Surveillance.
Madame , Chargée d'Accueil et de Communication.

Arrivées en CDD

Madame Cheffe de Chœur.
Madame Alternante Bachelor, Chargée de Relations CFA.
Monsieur | Pianiste.

Mouvements au sein du groupe scolaire :

Madame précédemment Aide-Maternelle à l'Ecole La Colombière, est désormais Surveillante au Collège Le Devoir.

II. Principes, règles et méthodes comptables

A. Durée et dates d'exercice comptable

L'exercice clôturé recouvre la période du 01/09/2023 au 31/08/2024 soit 12 mois.

E. Référentiel comptable et changements comptables

Les sources réglementaires et professionnelles suivantes ont été prises en compte :

- Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif complété par l'ANC n°2020-08 du 4 décembre 2020
- Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et recueil des normes comptables françaises publié par l'ANC (version en vigueur au 1er janvier 2021)

Changements comptables :

- Les forfaits fournitures pédagogiques ne sont désormais plus comptabilisés dans des comptes 467 mais dans des comptes 607 pour les achats et 707 pour la facturation aux familles.
- Comptabilisation d'un équivalent loyer (cf V. C Contributions en nature).

F. Dérogations aux principes et méthodes comptables

RAS

III. Notes sur le bilan

A. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires pour la mise en état de fonctionner. Les amortissements sont calculés selon les préconisations de l'ANC 2018, avec la méthode linéaire et en fonction du bien et de sa durée de vie :

- Constructions : entre 15 et 40 ans
- Aménagements : entre 8 et 30 ans
- Matériels et mobiliers : entre 3 et 10 ans

1. Immobilisations

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)					
IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement		-		
	Autres immobilisations incorporelles	149 612	462		150 074
	TOTAL I	149 612	462	-	150 074
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	733 411	-		733 411
	Constructions	Sur sol propre		109 086	5 758 256
		Sur sol d'autrui	4 881		13 594 782
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		621 339		4 137 705
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	-		67 099
		Matériel de transport	-		29 669
		Matériel de bureau et informatique	-		314 481
		Mobilier	-		964 703
	Immobilisations corporelles en cours		399 706		419 541
	Autres		-		
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		32 699		33 921
	TOTAL II		1 058 625	109 086	26 053 567
FINANCIERES	Autres titres immobilisés		220 485		262 400
	Prêts et autres immobilisations financières		10 767		144 555
	TOTAL III		209 718	-	406 955
TOTAL GENERAL (I + II + III)		25 450 877	1 268 805	109 086	26 610 596

2. Amortissements

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement		-		
	Autres immobilisations incorporelles	126 186	10 526		136 712
	TOTAL I	126 186	10 526	-	136 712
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains		443 533	23 083	466 616
	Constructions	Sur sol propre	5 246 686	109 086	5 242 052
		Sur sol d'autrui	10 227 933	430 101	10 658 034
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		2 324 965	203 272	2 528 237
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	65 569	172	65 742
		Matériel de transport	29 669	-	29 669
		Matériel de bureau et informatique	300 629	9 702	310 331
		Mobilier et autres	940 727	9 725	950 451
	TOTAL II		19 579 710	676 055	20 251 131
TOTAL GENERAL (I + II)		19 705 896	686 582	109 086	20 387 844

B. Dépréciations d'éléments d'actif

Les créances familles sont provisionnées à 100% dès lors que l'élève est parti de l'établissement.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)						
OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles				-
		• Corporelles				-
		• Financières				-
	Stocks et en-cours					-
	Créances clients et usagers (familles, élèves)		141 668	40 203	64 261	117 610
	Autres créances					-
	Valeurs mobilières de placement					-
	TOTAL		141 668	40 203	64 261	117 610
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		141 668	40 203	64 261	117 610

Les procédures mises en place pour intensifier le recouvrement des créances continuent à porter leurs fruits, avec une diminution sensible des dus familles au 31/08/2024 et de la provision afférente.

C. Échéance des créances et des dettes

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES (TABLEAU IV)

CREANCES	Montant brut à la clôture de	Échéance		DETTES	Montant brut à la clôture de	Échéance		
		≤ 1 an	> 1 an			≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Dettes financières				
Créances rattachées à des participations	0	0	0	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	0			
Prêts	144 285	5 978	138 307	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	718 652	296 343	422 309	0
Autres immobilisations financières	270	0	270	Emprunts et dettes financières divers	300	300	0	0
Sous-total créances de l'actif immobilisé	144 555	5 978	138 577					
Créances de l'actif circulant :				Sous-total dettes financières	718 952	296 643	422 309	0
Clients douteux ou litigieux	78 050	0	78 050	Fournisseurs et comptes rattachés	898 192	898 192		
Autres créances clients	147 147	147 147	0	Dettes des legs et donations	0	0		
Créances reçues par legs et donations	0	0	0	Personnel et comptes rattachés	83 454	83 454		
Personnel et comptes rattachés	77	77	0	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	125 026	125 026		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	0	Etat et autres collectivités publiques	107 617	107 617		
Etat et autres collectivités publiques	115 427	115 427	0	Dettes sur immobilisations	0	0		
Groupe et associés	0	0	0	Groupe et associés	4 570	4 570		
Autres créances	6 257	6 257	0	Autres dettes	303 045	303 045		
Charges constatées d'avance	75 465	75 465	0	Produits constatés d'avance	299 336	299 336		
Sous-total créances de l'actif circulant	422 423	344 374	78 050	Sous-total autres dettes	1 821 241	1 821 241	0	0
TOTAL CREANCES	566 978	350 352	216 626	TOTAL DETTES	2 540 193	2 117 884	422 309	0
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	0			Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Remboursement obtenus en cours d'exercice	6 080			Emprunts remboursés en cours d'exercice	374 334			

D. Evaluation des valeurs mobilières de placement

TABLEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)												
(en €)	à la clôture (31/08/2024)						à la clôture précédente (31/08/2023)					
Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente
Part sociale Coop A							1	15,25	15,25	15,25		
Part sociale Coop B							14 175	15,25	15,25	15,25		

Reclassement en 27110000

E. Fonds propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)					
Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 728 856				1 728 856
Fonds propres avec droit de reprise					0
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 356 321				1 356 321
Report à nouveau	3 029 118	1 081 086			4 110 204
Excédent ou déficit de l'exercice	1 081 086	-1 081 086	1 179 542		1 179 542
Situation nette (sous-total)	7 195 381	0	1 179 542	0	8 374 923
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	741 997		59 452	107 806	693 643
Taxe d'apprentissage	53 661		24 895	26 038	52 518
TOTAL DES FONDS PROPRES	7 991 039	0	1 263 890	133 845	9 121 084

F. Subventions d'investissement

Conformément à la norme de l'ANC 2018, les subventions en cours d'amortissement sont comptabilisées au crédit des comptes 13.

La reprise des subventions d'investissement s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises.

La reprise des amortissements des subventions a généré sur cet exercice un produit exceptionnel de 108 K€.

Les subventions d'investissement enregistrées cette année sur la base des notifications sont de 59 K€, en provenance du département et à destination du collège. Elles portent sur la mise en accessibilité et en sécurité de l'Aile Nord du Collège Saint-Dominique.

G. Provisions

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VII)						
OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques	194 377	45 000	51 202	8 954	179 221
	Pensions et obligations similaires	262 336	39 506			301 842
	Gros entretien	7 133	-	470		6 663
	Autres provisions pour charges	-		-		-
	TOTAL	463 846	84 506	51 672	8 954	487 726
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation		39 506	470		
	financières exceptionnelles		45 000	51 202	8 954	

- La provision pour risque d'un montant total de 179 221 € se décompose comme suit :

Nature	Situation au 31/08/2022	Montant	Situation au 31/08/2023	Reprise	Provision	Total au 31/08/2024
Mme	Contentieux prud'homal suite à la contestation d'une mesure d'avertissement. Montant fixé par jugement.	3 630,00	En cours			3 630,00
Mme	La provision concerne les congés payés et les heures supplémentaires.	60 156,00		60 156,00		0,00
Risque Contrôle Malakoff	Litige avec la caisse de retraite Malakoff : lors du changement de logiciel en 2016, les rubriques de retraites auraient mal été retraitées.	19 825,00				19 825,00
Provision Entretien Pros	Risque de rattrapage de valorisation pour des salariés partis en formation et réalisations des entretiens professionnels.*	80 000,00				80 000,00
Risque Retraite Malakoff	Litige Malakoff contrôle salaires 2018.	30 766,00				30 766,00
	Risque inaptitude à venir pré-annoncée par M171	0,00			45 000,00	45 000,00
		194 377,00	0,00	60 156,00	45 000,00	179 221,00

- La provision pour départ en retraite :
Elle atteint 301 842 €. Elle est constituée par la prise en compte d'½ mois de salaire tous les 5 ans (tous les 3 ans pour les chefs d'établissements), avec l'application d'un taux de probabilité de départ en retraite selon l'âge du salarié (95 % si > 50ans / 50 % 30-50 / 10% < 30 ans).
- La provision pour gros entretien :
D'un montant 7 133 € au 31/08/2023, elle a été reprise à hauteur des travaux réalisés sur l'exercice, pour un montant de 470 €, avec un solde à réaliser de 6 663 € au 31/08/2023.

H. Fonds dédiés

Non concernés.

I. Passifs éventuels

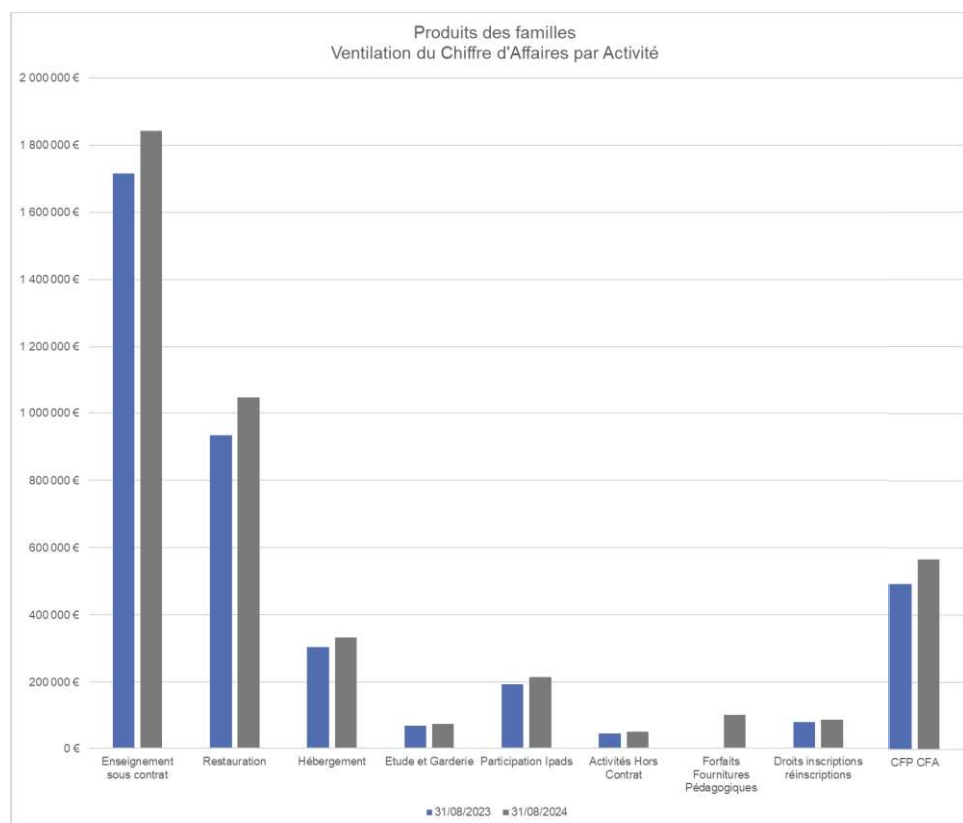
Non concernés sur l'exercice.

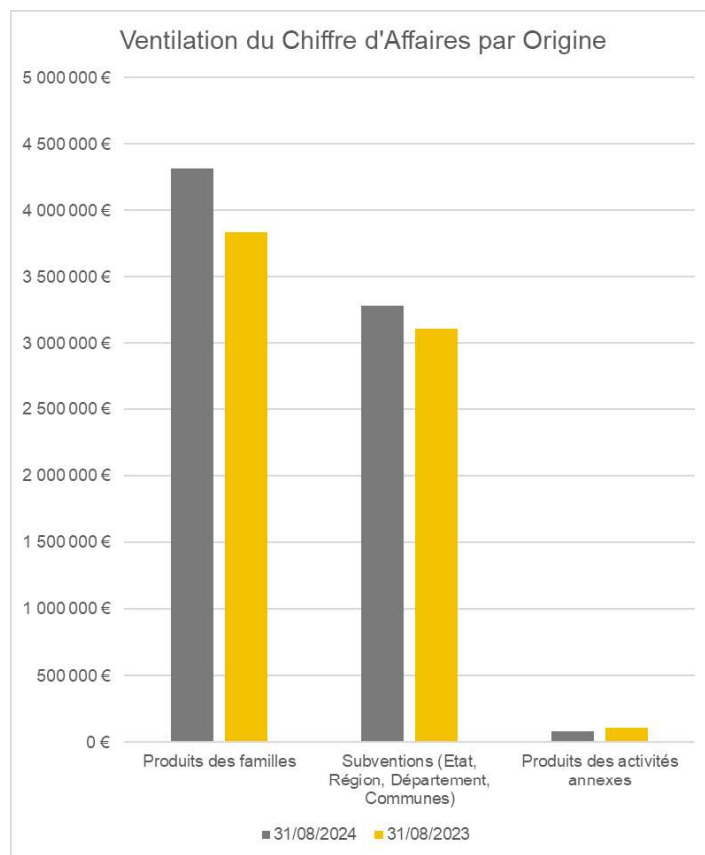
IV. Notes sur le compte de résultat

A. Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'OGEC SAINT CHARLES BORROMEE est de 7 675 466 €, contre 7 051 412 € l'an dernier, soit une hausse de 8.85 %.

Nature	31/08/2024	31/08/2023
Enseignement sous contrat	1 842 583	1 716 262
Restauration	1 046 070	934 246
Hébergement	331 190	304 014
Etude et Garderie	74 531	68 684
Participation Ipads	213 214	191 973
Activités Hors Contrat	52 104	47 092
Forfaits Fournitures Pédagogiques	100 805	0
Droits inscriptions réinscriptions	87 080	80 956
CFP CFA	566 636	492 275
Subventions (Etat, Région, Département, Communes)	3 281 562	3 111 910
Produits des activités annexes	79 690	104 001
	7 675 466	7 051 412





B. Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen est de 109 contrats salariés pour 60 équivalents temps plein. Il se décompose de la façon suivante :

- Formateurs	23 contrats	1 ETP
- Cadres dont CE	20 contrats	14 ETP
- Employés et Agents de maîtrise	51 contrats	33 ETP
- Agents de maîtrise	15 contrats	12 ETP

C. Rémunération des dirigeants

Au titre de l'exercice, l'OGEC a versé à ses dirigeants les rémunérations brutes suivantes :

- Brut	276 116 €
- Avantages en nature	1 644 €
-Total des rémunérations	277 760 €

D. Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice, l'OGEC a versé 16 380 € d'honoraires de commissariat aux comptes.

E. Rattachement des charges et des produits à l'exercice

Produits constatés d'avance	299 336 €
-----------------------------	-----------

Charges constatées d'avance	75 465 €
-----------------------------	----------

F. Charges et produits exceptionnels

Produits exceptionnels : 169 350 € (dont 133 845 € de reprise d'amortissements de subventions)

Charges exceptionnelles : 128 021 € (dont 51 202 € de litige salarial)

V. Autres informations

A. Engagements financiers donnés et reçus

Pas de nouvel engagement financier cette année. Les emprunts en cours suivants sont garantis :

- Emprunt Société Générale Lycée (20 ans) avec promesse d'affectation hypothécaire pour 875 300€. La dette de l'Emprunt s'élève à 14 805 € au 31/08/2024.
- Emprunt Société Générale du 29 février 2012 (15 ans) avec Garantie de la Communauté d'Agglomération Chalon Val de Bourgogne pour caution solidaire à hauteur de 50% de l'emprunt de 4 000 000 €. La dette de l'Emprunt s'élève à 703 847 € au 31/08/2024.
- Emprunt Société Générale du 16 novembre 2018 (5 ans) pour 400 000€ : l'emprunt est soldé depuis le 08/12/2023.

B. Engagements pris en matière de crédit-bail

TABLEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU IX)											
Compte	Nature	Dates	Redevances totales	Prix d'achat résiduel	Engagement total	Redevances payées		Redevances restant à payer			
						de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	1 an et ≤ 5 an	> 5 ans	cumulées
61220500	Ipads Collèges 48 mois	01/10/2019 - 30/09/2023	119 258	7 454	126 712	7 454	126 712	0	0	0	0
61220600	Ipads Lycée 36 mois 130 Ipads	01/10/2020 - 30/09/2023	50 933	4 669	55 602	4 669	55 602	0	0	0	0
61220700	Ipads Collèges 48 mois	01/10/2020 - 30/09/2024	123 267	7 361	130 628	30 817	89 703	30 817	10 108	0	40 925
61220710	Ipads Lycée 36 mois	01/10/2021 - 30/09/2024	55 283	1 429	56 712	18 428	34 147	18 428	4 138	0	22 566
61220710	Ipads Collèges 48 mois	01/10/2021 - 30/09/2025	119 236	2 271	121 507	29 809	54 788	29 809	36 910	0	66 719
61220711	Ipads Lycée 36 mois	01/10/2022 - 30/09/2025	56 741	1 467	58 208	18 914	18 914	18 914	20 381	0	39 294
61220711	Ipads Collèges 48 mois	01/10/2022 - 30/09/2026	142 125	2 710	144 835	35 531	35 531	35 531	73 772	0	109 303
61220713	Ipads Lycée 36 mois	04/09/2023 - 30/09/2026	67 011	1 709	68 719	21 704	21 932	21 704	25 083	0	46 787
61220712	Ipads Collèges 48 mois	04/09/2023 - 30/09/2027	161 991	3 138	165 129	40 580	40 580	40 951	83 597	0	124 548
TOTAL			895 844	32 206	928 050	207 905	477 908	196 153	253 989	0	450 142

C. Contributions volontaires en nature

1. Equivalent loyer

En application de la nomenclature comptable de l'enseignement catholique sous contrat avec l'Etat, l'OGEC a comptabilisé au 31/08/2024 un équivalent loyer (compte 86110000) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (compte 87110000), pour un montant de 832 944 €.

Méthode de valorisation de l'équivalent loyer :

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux scolaires. Il a été évalué en appliquant un taux de 3 % à la valeur de reconstruction à neuf, estimée à 27 764 789 € euros, en appliquant un coût moyen de reconstruction de 1 328 € par m².

L'évolution annuelle de l'équivalent loyer est obtenue en appliquant l'évolution de l'indice du coût de la construction du 1^{er} trimestre N comparativement au 1^{er} trimestre N-1.

Le taux de 3 % couvre essentiellement les amortissements, les gros travaux, les provisions pour gros entretien et le coût des emprunts.

2. Bénévolat

Les membres du bureau préparent les réunions de bureau, les Conseils d'Administration et l'Assemblée Générale et participent à ces réunions.

A ce jour, aucune estimation chiffrée n'avait été réalisée car considérée comme non significative.

L'investissement en temps des nouveaux membres ayant fortement évolué depuis la dernière élection du bureau, un décompte des heures sera mis en place au titre du prochain exercice afin d'évaluer plus précisément les temps de chacun et les valoriser si nécessaire.